

la Commission. Je suis porté à croire que ses membres ont oublié certaines données de l'histoire dont je dirai un mot bientôt.

J'ai déjà mentionné que le Gouvernement soviétique se sert du communisme comme d'une arme politique. Depuis des siècles, la Russie s'est attachée à soulever l'opinion publique et à faire servir les réactions humaines à des fins bien précises. Lorsque les tsars étaient au pouvoir, ils se sont efforcés et ont réussi pendant quelque temps à établir le monopole impérial sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles qui relie la Mer Noire à la Méditerranée. Lorsqu'ils ont été dépouillés de cet avantage, ils ont pris à leur compte une campagne culturelle panslave qu'avaient lancée certains Allemands au début du XIX^e siècle et, en l'adaptant, ils en ont fait un instrument d'impérialisme russe.

On se souvient sans doute qu'à la Conférence d'Alta, une entente a été conclue entre l'URSS, le Royaume-Uni et les États-Unis. Les conditions de l'entente avaient alors été tenues secrètes, avec raison sans doute, puisqu'elles prévoyaient l'entrée de la Russie dans la guerre contre le Japon.

Les détails ont cependant été rendus publics plus tard. Je suis impressionné par la portée de l'accord, surtout en ce qui a trait à la Chine communiste d'aujourd'hui. Tout d'abord, le gouvernement soviétique se voyait octroyer les îles Kouriles. Puis l'accord prévoyait ce qui suit:

Le *statu quo* en Mongolie extérieure (la République populaire de Mongolie) sera maintenu:

J'y reviendrai plus tard.

Les anciens droits de la Russie, violés par l'attaque traîtresse du Japon en 1904, seront rétablis, c'est-à-dire:

a) La partie méridionale de Sakhaline, de même que toutes les îles qui lui sont adjacentes, seront rendues à l'Union soviétique;

b) Le port commercial de Daïren sera internationalisé, les intérêts prééminents de l'Union soviétique dans ce port étant sauvegardés, et le bail de Port-Arthur comme base navale de l'URSS sera remis en vigueur;

c) Le chemin de fer oriental de la Chine et le chemin de fer de la Mandchourie méridionale, lesquels ménagent une issue à Daïren, seront exploités conjointement par l'établissement d'une société mixte des Soviétiques et des Chinois, sous la réserve que les intérêts prééminents de l'Union soviétique seront sauvegardés et que la Chine conservera pleine souveraineté en Mandchourie.

Voilà pourquoi il y a lieu de proposer que, malgré la déclaration qualifiant les Chinois communistes d'agresseurs, le président de l'Assemblée générale devrait leur demander de se retirer immédiatement de la Corée du Sud au nord du 38^e parallèle. Puis la Commission de la trêve ou tout autre comité qui

pourra la remplacer, sera en mesure d'amorcer des négociations. Voici le point en question:

Il est entendu que l'accord concernant la Mongolie extérieure ainsi que les ports et les chemins de fer mentionnés plus haut, exigera l'approbation du généralissime Chiang-kai-shek. Le Président...

C'est-à-dire le président des États-Unis.

...prendra des mesures en vue d'obtenir cette approbation sur l'avis du maréchal Staline.

La Russie soviétique qualifie aujourd'hui les États-Unis d'agresseurs et les accuse de nourrir des ambitions impérialistes à l'égard de la Chine; pourtant, il n'y a que six ans, l'Union soviétique, par l'entremise du maréchal Staline, a demandé au président des États-Unis d'agir en qualité de médiateur, de manière que la Russie pût obtenir de la Chine les avantages prévus par l'accord d'Alta advenant qu'elle déclarât la guerre au Japon.

En avril 1948, j'ai signalé ici qu'une des causes principales du différend entre Staline et Trotsky, vers 1925, tenait à ce que Trotsky voulait alors répandre le communisme à travers l'Europe. D'après Staline, l'expansion du communisme en Europe présupposait la domination de l'Asie. Il précisait que toute domination de l'Asie exigeait au préalable celle de la Chine, et notamment de Sin-Kiang, la région nord-ouest de la Chine, les deux Mongolies et la Mandchourie. A coup sûr, les communistes de Chine se souviennent aujourd'hui de cet épisode de l'histoire de leur pays. La Mongolie extérieure a appartenu à l'Empire chinois jusqu'en 1911, année où la Russie était sous la coupe du tsarisme et où la Mongolie extérieure a déclaré son indépendance. En 1924, au moment même où Staline et Trotsky se livraient la guerre, il se déroulait en Mongolie extérieure une révolution qui, patronnée et appuyée par la Russie soviétique, a abouti à la formation du Parti populaire mongol.

En outre, pour ce qui est de la demande formulée par la Russie afin que les États-Unis agissent en qualité de médiateur dans leur différend avec la Chine, nous nous souvenons tous de la politique de la "porte ouverte", politique purement américaine, appliquée à la Chine. Sympathique à une telle ligne de conduite, le Royaume-Uni y a collaboré de son mieux. Ce programme, qui visait surtout le trafic, les tarifs douaniers et les péages, tendait notamment à protéger l'intégrité de la Chine, à en assurer l'indépendance, à en maintenir les droits de propriété sur son propre territoire. On s'en est tenu à cette ligne de conduite pendant des années; après l'insurrection des Boxers en Chine, les États-Unis ont touché une faible